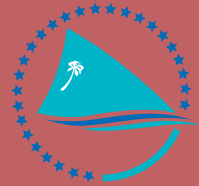




Alerte au SIDA



SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA
COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

No.21 2001

Océanie

ISSN 1018-2152

WALLIS ET FUTUNA : **Journée mondiale de lutte contre le SIDA**

“Nuit et Jour”

collaboration inédite avec les travailleurs du sexe en Nouvelle-Calédonie



**Mairie récompensée
par les Nations Unies**

In memoriam:

Robert (Kinou) Tematafaarere

ÉDITORIAL

Chers collègues,

Encore une fois, nous vous prions de bien vouloir nous excuser du retard apporté à la publication de notre revue *Alerte au SIDA : Océanie*, dû à des difficultés endémiques. La traduction en français de certains articles du numéro 21 a été confiée au service Traduction de la CPS en décembre 2000. La version anglaise de ce numéro a été imprimée et distribuée en janvier 2001. Notre service Traduction est surchargé et essaie de trouver des solutions pour accélérer ses prestations.

Ce numéro n'a pas de thème particulier. Il traite des actions de sensibilisation au SIDA conduites lors du récent Festival des arts du Pacifique et contient deux articles sur les travailleurs du sexe de la Nouvelle-Calédonie dont un qui montre comment la DPASS Sud a mis à profit une petite subvention qui leur a été versée par le Projet CPS de lutte contre le SIDA.

En octobre dernier, une jeune femme exceptionnelle, Maire Bopp Dupont, de Polynésie française, a reçu le prix "Race against Poverty" ("Course contre la pauvreté") du PNUD des mains du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan. C'est la première fois que ce prix est décerné à un Océanien. Maire poursuit ses actions de prévention et de sensibilisation au SIDA (voir pages 4-5). Elle s'est également rendue à Wallis et Futuna en décembre, sur invitation, afin d'aider à la mise en œuvre des activités prévues au cours de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA (voir p. ...).

Le cycle de financement triennal de notre projet par l'AusAID s'est achevé en décembre 2000. En août 2000, une étude de pré-faisabilité et d'évaluation du projet a été entreprise

par Gary Wiseman (PNUD de Suva), Steven Vete (PNUD de Suva) et Judy Rudland, une consultante d'Australie, afin d'évaluer les progrès réalisés par l'Initiative régionale océanienne de lutte contre le SIDA/VIH financée par l'AusAID. Nous vous tiendrons informés de la suite des événements.

Notre coordonnatrice, Judith Taylor, a démissionné pour raisons de santé et s'en est retournée en Australie. Judith était une collègue appréciée. Nous lui souhaitons beaucoup de chance dans ses projets d'avenir. Andrew Peteru, chargé de l'éducation et de la formation, et Patricia Sheehan, documentaliste, occuperont leurs fonctions jusqu'en juin 2001. Catherine Sipa, assistante stagiaire, originaire de Maré, en Nouvelle-Calédonie, nous a rejoint pour quelques temps.

Nous tenons à remercier tous ceux d'entre vous qui ont contribué à ce numéro en nous communiquant des informations ou en nous envoyant vos articles. Nous dépendons de vous, puisque personne n'est chargé de la rédaction d'Alerte au SIDA-Océanie. Continuez à nous envoyer vos articles, vos dépêches, vos photos et tout particulièrement, à nous faire part de vos opinions. ●

Photo de couverture : Le PNUD rend hommage à quatre militants de la lutte contre le SIDA lors d'une cérémonie spéciale de remise du prix "Race against Poverty" (Course contre la pauvreté), le 23 octobre, à New York. On aperçoit sur la photo Maire Bopp Dupont, une journaliste de Polynésie française, Rita Arauz Molina, une psychologue du Nicaragua, le Père Arkadiusz Nowak, prêtre polonais et Catherine Phiri, une militante de la lutte contre le VIH/SIDA au Malawi (cf. article page 5)

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2001

La reproduction des articles de ce bulletin est encouragée. Lorsqu'il s'agit de textes extraits d'autres publications, il est obligatoire d'en demander l'autorisation à l'éditeur initial et de faire paraître la mention suivante : extrait du bulletin Alerte au SIDA. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne sont pas nécessairement celles de la CPS.

• Publié avec le concours financier de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), par le projet CPS de lutte contre le VIH/SIDA et les MST, B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie. Téléphone : (687) 26 20 00; télécopie : (687) 26 38 18; adresse électronique : spc@spc.int; site Web : <http://www.spc.int/aids>

• Conception : Patricia Sheehan
• Mise en page et impression : Stredder Print Ltd, Auckland, Nouvelle-Zélande

SOMMAIRE

In memoriam : Robert Temata	3
Maire Bopp Dupont : briser le silence	4
Journée mondiale de lutte contre le SIDA à Wallis et Futuna ...	9
Nouvelle-Calédonie : les professionnels du sexe prennent la parole	10
Nuit et Jour (Nouvelle-Calédonie)	12
Festival des Arts du Pacifique	14
Projet sur le VIH et les gens de mer : nouvelles fraîches	15
Echos du Pacifique	17
Nouvelles internationales	20
L'Association théâtre du Nord (Nouvelle-Calédonie)	24
Documentation	26
6e ICAAP	27

In memoriam : Robert (Kinou) Tematafaarere

Une bien triste nouvelle de Nouméa : Robert Temata, que certains ont rencontré à l'occasion de la Première Conférence régionale sur le SIDA à Nadi et que d'autres comptaient parmi leurs proches amis, est décédé le 3 décembre 2000. Il venait juste d'avoir 31 ans. Il souffrait de ce qu'il pensait être une mauvaise grippe et refusait d'aller consulter un médecin. Il est mort subitement. Il était atteint de leptospirose.

Robert avait obtenu plusieurs diplômes d'art graphique en Nouvelle-Calédonie, en Australie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Alors qu'il n'était encore qu'un tout jeune homme, il s'est consacré au développement des communautés, inspiré par les travaux de Paolo Freire. Il a su combiner ses compétences de graphiste et ses aptitudes à la formation des communautés dans ses différentes tâches pour des ONG de Nouvelle-Calédonie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et de Vanuatu. Il a conçu la couverture de la Stratégie régionale de lutte contre le SIDA et le logo du Projet CPS de lutte contre le SIDA. Il a contribué à l'élaboration d'un ensemble d'affiches et de brochures sur le SIDA pour sa propre ONG, l'ADSPPK (Association développement d'une santé pour le peuple en Kanaky), il y a deux ans. Plus récemment, il avait réalisé les illustrations de la brochure de la CPS *La santé au quotidien des personnes atteintes du SIDA*. C'était aussi un artiste talentueux.



Robert était un grand atout pour son pays et pour le Pacifique tout entier car il faisait preuve d'un enthousiasme infatigable et entièrement désintéressé. Ses aptitudes linguistiques (il parlait couramment les 3 pidgins mélanésiens, en plus de l'anglais et du français) lui ont permis de se constituer un important réseau de connaissances dans le Pacifique, notamment en Mélanésie. Il revenait tout juste de Papouasie-Nouvelle-Guinée, où il était parti aider la Fondation mélanésienne (Melanesian Trust) à former les

communautés à la frontière de l'Irian Jaya.

La CPS a financé la participation de Robert à l'atelier de formation de formateurs d'éducation par les pairs organisé dans le cadre du projet de sensibilisation des gens de mer au VIH, au Samoa, en août 2000, dans le but d'affiner ses compétences et de dispenser lui-même des formations dans la région, et, bien entendu, pour faciliter son travail en Nouvelle-Calédonie. Robert a impressionné les formateurs et ses collègues. Komera de la Croix rouge de Kiribati disait de lui : "J'ai appris à le connaître en tant qu'ami, c'était une personne toujours disponible et à qui on pouvait demander conseil. Je ne l'ai côtoyé que peu de temps, mais je garderai toujours dans mon coeur le souvenir des moments passés en sa compagnie". À ses propres frais, Robert s'est ensuite rendu à Suva, dans les Îles Fidji, pour travailler au sein du Groupe spécial fidjien de lutte contre le SIDA, qui avait organisé l'atelier sur l'éducation par les pairs. Robert était l'une des rares personnes de Nouvelle-Calédonie à mener des actions de prévention du SIDA dans des communautés marginalisées telles que les groupes de squatters et les prostitué(e)s occasionnel(le)s.

Les mots ne suffisent pas à décrire la personnalité de Robert mais il a fait forte impression à tous ceux qui l'ont rencontré. C'était un jeune homme intelligent, généreux et à l'écoute des autres, et qui avait le sens de l'humour. Ses visites dans nos bureaux nous manquent cruellement. Les condoléances peuvent être adressées à ses parents, M. et Mme Louis Tematafaarere, 15 rue Nautilus, Normandie, Nouméa (Nouvelle-Calédonie). ●



Robert Temata, en compagnie de son collègue Mado Ayawa, pendant l'atelier d'éducation par les pairs du Samoa, août 2000

'Robert était un grand atout pour son pays et pour le Pacifique tout entier car il faisait preuve d'un enthousiasme infatigable et entièrement désintéressé.'

Maire récompensée par les Nations Unies

Depuis la Conférence de l'Association des médias des Îles du Pacifique à Tahiti, en décembre 1998, au cours de laquelle elle a annoncé publiquement sa séropositivité, Maire Bopp Dupont de Polynésie française n'a pas cessé de militer en faveur de la lutte contre le VIH. Elle est intervenue lors de la 1^{ère} Conférence régionale sur le VIH/SIDA et les MST dans le Pacifique à Nadi (Fidji) en février 1999 et s'est adressée à plusieurs groupes des Îles Fidji, de Polynésie française, des Îles Cook et de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Maire s'est rendue à Wallis et Futuna en décembre, sur invitation, afin d'aider à la mise en œuvre des activités prévues au cours de la semaine internationale de lutte contre le SIDA. Au cours d'une escale à Nouméa, elle a gentiment accepté de participer à l'émission quotidienne de télévision "Calétonic", qui jouit d'un très fort taux d'écoute, puisqu'elle est diffusée à l'heure du déjeuner. Elle est donc devenue la première personne séropositive à accepter de s'exprimer devant les caméras de la télévision de Nouvelle-Calédonie, à voix et à visage découverts.

Son aisance avec les médias et sa facilité à s'exprimer en public, dues à sa formation (c'est une

journaliste) et ses années d'expérience de militante dans les domaines politique, écologique et social, font de Maire une interlocutrice idéale sur le thème du VIH et du SIDA.

Le 23 octobre 2000, lors d'une émouvante cérémonie regroupant des militants œuvrant au sein des communautés, des stars de la musique, des ambassadeurs itinérants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des dirigeants internationaux, le PNUD lui a rendu hommage à l'occasion de la quatrième cérémonie annuelle de remise du prix "Race Against Poverty" (Course contre la pauvreté) dans la grande salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, a remis un prix à Maire Bopp Dupont, à Rita Arauz Molina, psychologue au Nicaragua, au Père Arkadiusz Nowak, un prêtre de Pologne, et à Catherine Phiri, une militante de la lutte contre le VIH/SIDA au Malawi. La contribution du Dr Jean William Papp, d'Haïti, de Mercy Makhamele, d'Afrique du Sud, et de Phill Wilson, des Etats-Unis, à la lutte contre le VIH/SIDA ont également fait l'objet d'une mention particulière.

"Nous voulons que chaque homme, chaque femme et chaque enfant comprenne que lutter contre le VIH/SIDA est un acte honorable qui ne doit en aucun cas s'accompagner d'un sentiment de honte, a déclaré M. Annan. Pour nous guider sur cette voie, il nous faut des héros et des modèles. Il nous faut des gens comme ces personnes venues de quatre continents et auxquelles nous rendons hommage aujourd'hui."

"Je suis très heureux que l'ONUSIDA ait pu travailler aux côtés de ces quatre lauréats, dit le Dr Peter Piot, directeur exécutif de l'ONUSIDA. Ils militent dans différentes régions et sont confrontés à des problèmes de différente nature, mais ils ont appris les mêmes leçons : briser le silence peut faire changer les choses. Les personnes atteintes du SIDA ne font pas partie du problème mais sont des éléments de la solution, et la dignité demeure le fondement de toute action."

Lorsqu'on lui a demandé ce que ce prix représentait pour elle, Maire a répondu : "Bien que je sois très touchée de voir que mon travail est reconnu, cette récompense ne prendra véritablement son sens que si elle m'aide à améliorer la situation dans le Pacifique". ●



Maire Bopp Dupont de Polynésie française reçoit le prix Course contre la pauvreté des mains de S. E. Kofi A. Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le 23 octobre 2000, dans la grande salle de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

MAIRE BOPP DUPONT : briser le silence qui entoure le VIH/SIDA

Au mois d'août 2000, Marguerite Poigoune de Radio Djiido, Nouvelle-Calédonie, s'est entretenue avec sa collègue Maire Bopp Dupont de Tahiti. Voici cette interview (ci-dessous).

Maire Bopp Dupont est une jeune journaliste polynésienne de 25 ans. Notre consoeur travaille à la Radio Tefana, Tahiti. Elle a été diagnostiquée séropositive en 1998. Maire a bien voulu nous accorder un entretien téléphonique pour nous parler avec beaucoup de courage de son cas. Cette jeune océanienne qui a osé briser la loi du silence et les peurs qui entourent le SIDA, nous lui avons d'abord demandé quand elle a su qu'elle était séropositive.

J'ai été diagnostiquée au stade avancé du SIDA à la fin 1998, alors que je terminais mes études de journalisme et d'histoire/politique, à l'Université du Pacifique Sud, Fiji. J'ai déclaré une pneumocystose qui m'a conduite à l'hôpital dans un état tellement grave que j'ai subi plusieurs tests dont celui du VIH, celui qui est revenu positif.

Donc est-ce qu'on peut dire que vous avez juste le virus du SIDA ou vous avez déjà la maladie ?

D'un point de vue médical, en 1998 à l'hôpital, j'étais au stade avancé du SIDA, affligée par une pneumonie. Je n'avais plus de système immunitaire, le virus avait endommagé mon intérieur ; mais j'ai survécu et j'ai remonté la pente en recréant un bon système immunitaire et une bonne santé ; depuis, je suis, on-dira, «séropositive» !

Je suis une 'tri-thérapie', nouveau traitement (en comprimés) qu'on donne aux personnes affectées par le VIH ; le virus est tombé de 3 millions par mm de sang, au niveau «indélectable», c'est-à-dire, un niveau trop faible pour être compté.

Mais cet bon état de santé peut changer si je ne m'entretiens pas. Et ça fait toujours de moi une personne séropositive dans le sens où si je fait un test du VIH, il sera positif ; je peux encore transmettre mon virus dans un rapport sexuel non-protégé; je dis «mon» virus car il existe différent types de virus, certains plus costaud que d'autres! Alors l'essentiel, c'est de rester en forme, se sentir bien et faire bon usage du préservatif !

Quelle a été votre première réaction quand vous avez su que vous aviez le virus ?

Ç'a été un choc, émotionnel et psychologique, j'ai eu l'impression de partir dans un autre monde ; D'abord, je ne l'ai pas cru, je me suis dit "oh ! c'est pas possible". J'ai demandé plusieurs fois au Docteur s'il était réellement sûr que le test était positif, et j'ai eu l'impression d'être emportée dans une bulle sans contact avec ce qui m'entourait, alors qu'autour dans la salle des soins intensifs, ça bougeait !

Il m'a fallu un moment avant de «redescendre», de reprendre conscience que j'étais toujours sur le même lit; Et là, je me suis effondrée en larmes; j'ai réalisé que j'étais toujours vivante, toujours présente, mais il y avait beaucoup d'incompréhension en moi, de culpabilité personnelle, de peur, d'appréhension, comment est-ce que l'avenir va être ? Y a-t-il encore un avenir ? Comment surmonter cette épreuve ? Et comment affronter ma famille ?

Et comment avez vous contracté le virus ?

Dans une relation amoureuse que j'ai entretenu à l'aube de mes 21 ans, avec un garçon de mon village, qui revenait vivre au pays après de longue années d'absence en France. On s'entendait bien et moi je me sentais en sécurité d'une grossesse-c'était alors le seul risque de la sexualité que j'avais en tête-Je prenais la pillule !

D'un aspect corporel général et psychologique, il me semblait sain au début. Et le SIDA c'était loin de l'esprit, comme toute autre MST, donc l'usage du



Maire Bopp Dupont and her father Jacky

préservatif, on n'en a jamais rien fait; ni de dépistage quelconque parce que je n'ai jamais pensé en avoir besoin.

C' était une relation comme une autre, mais ce dont on ne peut jamais être complètement sûre : c' est le passé sexuel du partenaire, ses expériences avant vous !

A mes frais, j' ai appris que quand on a une relation avec quelqu' un, ce n' est pas simplement avec cette personne mais avec toute sa vie passée ; dans mon cas, il était déjà séropositif, et deux ans plus tard, il a été hospitalisé à un stade avancé du SIDA ; A l' époque je l' ignorais !

J ai échoué par mon «trop-de-confiance» en cette personne, par amour et par ignorance sur le sujet certainement aussi! Mais le corps médical et les docteurs ont également échoué ; car s' ils avaient fait correctement leur boulot, ils avaient été près de leur patient, j' aurai tout de suite pu me faire dépister et au moins, éviter l' hôpital à mon tour!

Et maintenant il sait que vous avez le virus, comment est son comportement vis à vis de vous, a-t-il des remords, des regrets pour certaines choses ?

Il dit qu' il regrette de n' avoir rien dit et rien fait pour éviter cette situation. Lorsqu' il est tombé malade, nous venions de nous séparer, mais je l' ai amené à l' hôpital ; il y est resté un mois et je m' en suis occupée. Il ne m' a rien dit. Tout juste que les docteurs n' arrivaient pas à préciser de quoi il en retournait.

Un an plus tard, c' est moi qui me retrouvait à l' hôpital ; et là il a enfin avoué. Il a demandé pardon ; en espérant reprendre une relation ensemble... C' est pas évident à gérer tout ça !

Il aurait dû me dire dès à l' hôpital lui-même, "Je suis désolé, fais-toi dépister tout de suite et si c' est positif, commences à te soigner dès aujourd' hui

pendant que tu es encore en bonne santé, n' attends pas" ;

Lui a attendu que je tombe et que je fasse mon «enquête» ! Alors l' apprendre enfin de sa bouche sur mon lit d' hôpital... Je

ne voulais plus le voir ... par la suite, je me suis dit que ce n' était pas seulement de sa faute : c' est un grand égoïsme de sa part, mais je crois que la société toute entière gère mal le VIH/SIDA.

Résultat, certains veulent propager le VIH par des rapports non-protégés pour ne pas être les seuls dans ce cas ; d' autres, non-avertis, ne se protègent pas non plus ; Les gens ne sont pas responsables, car la société elle-même n' est pas responsable et n' affronte pas la situation franchement avec honnêteté et sans préjugés.

Quant à lui, s' il a des remords, il est suffisamment puni pour le restant de sa vie. C' est entre lui et Dieu à présent ; Quant à nous, il faut en tirer leçon et l' aider à comprendre qu' il ne faut plus recommencer ce scénario !

Le fait que vous avez le virus du SIDA, comment le problème est vécu dans votre entourage au tout début ?

Il faudrait leur demander ! Mais pour ma part, il y a eu différentes réactions. Mon frère et mon père sont venus me chercher à l' hôpital de Suva parce que j' étais trop faible pour rentrer seule au pays. Pendant que mon père s' était absenté, je l' ai annoncé à mon frère tout simplement : " Voilà, je suis vraiment très malade, j' ai une pneumocystose, mais j' ai également le SIDA "

Il était effondré et il en a pleuré, plein de questions et d' incompréhension aussi. Mon papa était beaucoup plus « cool », devant moi en tout cas! Il m' a répondu: " Oh, c' est pas grave, quelle que soit ta maladie, on va s' occuper de toi, on va te guérir " ! Qu' il s' agisse du SIDA ou d' autre chose ça changeait rien, l' important c' est que sa fille guérisse !

Au retour à Tahiti, j' ai réuni ma famille. Il restait ma mère, et mon frère aîné. Lui s' est effondré comme le premier, jusqu' à me dire que c' était pas juste, car eux avaient été les «enfants terribles».

Sous le choc, ma mère a plongé dans un long silence. Fâchée après moi pour m' être mise dans cette situation, entraînant toute la famille... et fâchée après elle-même, qu' elle avait un peu échoué dans mon « éducation ».

En apprenant les circonstances, et après avoir surmonté ses préjugés et son ignorance sur le SIDA, elle a changé d' attitude. Et l' amour que nous partageons pour chacun a fait le reste : vaincre nos peurs et continuer à vivre ensemble comme auparavant !

Et puis j' ai prévenu le reste de ma grande famille,



et mes ami(es) : "c'est une réalité qui m'est arrivé, dans notre pays, il faut maintenant que vous en soyez conscient(es), et utilisez les moyens de prévention, faites-vous dépister régulièrement, utilisez un préservatif, ne courez pas de risques!" ; je ne peux pas me taire, il s'agit de leur VIE.

Et donc comment les autres personnes ont réagis, il y a t-ils quelques uns qui se sont mis en distant vis à vis de vous ?

Non, toutes les personnes que j'ai rencontrées disent que ce qui m'est arrivé pourrait leur arriver aussi à eux, aussi bien filles que garçons. Le courant passe et mon message passe bien ; certains peut-être n'en pense pas moins, mais tant pis pour eux ; ça ne m'embête pas, du moment que je sais que mon message fait positivement régir plus d'un, et que mon noyau familiale et amical reste bon...

Quand est-ce que vous avez décidé de parler de votre problème pour la première fois en public ?

A Tahiti, lors de la conférence de la PINA [l'Association des médias des Îles du Pacifique], en décembre 1998. Je venais juste de me rétablir, physiquement et moralement je me portais bien même si à l'intérieur, mon système immunitaire n'était pas encore très fort ; J'avais retrouvé le goût de vivre.

J'ai participé à la conférence avec les journalistes de la PINA. Pour la session sur le VIH/SIDA, le délégué de l'ONUSIDA m'a demandé d'intervenir, j'ai mis ma famille au courant et j'ai accepté, c'était difficile parce que je ne savais pas comment mes collègues allaient réagir !

J'ai commencé en racontant l'histoire de manière anonyme, puis à la fin, j'ai cédé. L'audience a été bouleversé ; On avait passé une semaine ensemble et quasiment aucun ne connaissait ma situation. Jamais ils auraient même pensé.

Comme «bons journalistes», ils se sont saisis de l'histoire et ça a pris l'ampleur que vous connaissez. Pour moi, le plus important c'est l'impact positif que ça a crée : bien sûr il y a eu du «sensational», mais également une sensibilisation profonde des journalistes. En ce sens, je pense que les médias du Pacifique ont fait un bond en avant et approchent le sujet de manière plus rationnelle et plus éducatif.

Vous avez décidé donc de parler en public, de briser le tabou ?

Puis il y a eu la première conférence régionale à Fiji, en février 99 qui m'a beaucoup aidé, et où j'ai rencontré d'autres séropositifs ; au retour j'ai fait quelques réunions aux Iles Cook à mes frais. Pendant un mois j'ai tournée à Fiji dans les écoles, les villages, etc...grâce au financement de son ministère pour la Santé, et les services de l'ONU.

La Papouasie Nouvelle Guinée m'a invité chez elle pour animer un atelier de travail avec les journalistes. J'y suis allée avec mon père, lequel m'a accompagné aussi à Wallis et Futuna. Il y eu une session au Parlement de Canberra. Et enfin New-York.

A Tahiti, avec des volontaires on a créé une association pour cette lutte contre le SIDA. On veut améliorer l'éducation et travailler sur l'accompagnement psychologique des personnes affectées par le virus, les familles, ou les amis.

Est-ce bien l'Association « Agir contre le SIDA » ?

Oui que je préside en attendant que quelqu'un veuille me remplacer !

La santé inclue la sexualité et donc l'apprentissage de son corps et du corps. Cette connaissance offre à chacun une meilleur control sur sa vie et établit le respect de l'autre ; Cette éducation doit se faire à l'école où nous passons près d'un tiers de notre vie. Grâce à des cours adaptés à chaque âge, le futur adulte reçoit ainsi au fil des années tous les éléments qui lui permettront de mieux assumer sa santé plus tard!

Inclure la sexualité dans le cursus scolaire, c'est cela la prévention de profondeur... Mais pour l'heure à Tahiti, les ministres de l'éducation et de la santé n'en sont pas convaincus !

Maire, vous avez fait une cassette vidéo qui relate ce que vous avez vécu ?

C'est un documentaire-vidéo de 40 minutes, réalisé à l'initiative de mon professeur de journalisme, avec le concours du gouvernement fijien, l'ambassade française de Suva et la Communauté du Pacifique. Il a été lancé à Suva en octobre 1999.

C'est une fenêtre de ma vie en tant que séropositive : le comment, pendant et depuis... un mélange

d'interview et de vie réelle, sans cinéma; l'exemple d'une personne séropositive qui continue à vivre au mieux, avec sa famille, ses ami(e)s, son boulot, ses objectifs ...

Ce n'est pas l'expérience de tout le monde, c'est la mienne ! Mais j'espère qu'elle offre assez d'information et d'espoir afin d'encourager les autres à relever les défis que la vie met sur notre chemin.

Je pense que de manière générale, l'impact est positif, encourageant. J'espère qu'il aidera nos communautés à mieux intégrer toutes ces notions sur le VIH, et être plus tolérants, moins égoïstes! Bien vite, les gens auront oublié le visage, mais ils retiendront l'histoire !

Avez-vous quelque chose à dire aux personnes qui nous écoutent ?

Un message d'amour, que domine les notions de partage, de solidarité, et de responsabilité, que ce soit en famille, chez les hommes, chez les femmes et chez les enfants.

Aux femmes et jeunes filles plus particulièrement : nous sommes plus vulnérables au VIH/SIDA que l'

homme, par notre morphologie mais aussi parce que nous devons souvent céder aux besoins et désirs sexuels de l'homme, tel qu'il le veut. Aujourd'hui, vous deviez acquérir un certain control de votre sexualité ! Il en va de votre vie et de celle de vos enfants !

Se protéger, faire des tests régulièrement, ça ne nuit pas à la réputation, ça sauve des vies ! Il faut le faire.

Quant à la fidélité d'un couple, il faut l'encourager, mais on le sait, elle est très difficile à contrôler !

Tirer leçon de l'histoire de cette femme Samoane qui s'est mariée, restée fidèle, lui a fait deux enfants... Un jour, son mari décède d'une maladie liée au SIDA, puis son petit garçon un an plus tard; c'est alors qu'elle apprend les raisons des décès, mais aussi qu'elle est séropositive !

L'amour c'est une question de confiance, mais tout autant de prudence ! ●

*La version française de la vidéocassette "Maire" peut être obtenue à titre gratuit auprès du Projet CPS de lutte contre le VIH/SIDA, B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie.
Fax : (687) 26 38 18, mél : spc@spc.int*



Pull quote

Journée mondiale de lutte contre le SIDA à Wallis et Futuna

par Dominique Mégraoua



Un peu à contre courant du thème de la journée mondiale de cette année, le point phare des manifestations qui ont eu lieu à Wallis et Futuna fut sans conteste la venue de Maire Bopp Dupont, journaliste polynésienne bien connue couronnée par le PNUD.

Au cours des mois précédents, le comité de lutte s'était évertué à prêcher la bonne parole auprès des jeunes (scolarisés ou non) et des femmes principalement, pour faire mieux connaître le VIH/SIDA. Ces conférences/débats avaient permis de clarifier un peu plus les idées de chacun et de chasser, autant que faire se peut, les fausses croyances, comme les années précédentes.

Des associations plus nombreuses chaque année envoyaient des projets d'animation pour la journée du 1^o décembre, afin d'obtenir un financement de la part du comité de lutte. Chansons, danses et sketches allaient se succéder sur l'esplanade du palais royal, devant les responsables coutumiers, administratifs, politiques et religieux, et la foule des jeunes et moins jeunes venue assister à la manifestation. Comme les années précédentes, la réussite allait être totale. Et pourtant, cette année 2000 serait à marquer d'une pierre blanche dans les annales de la lutte contre le VIH/SIDA sur le Territoire.

En effet, Maire Bopp Dupont nous a fait l'immense honneur d'accepter l'invitation formulée lors de la conférence de Nadi [Première Conférence régionale sur le VIH/SIDA/MST dans le Pacifique]. Et de ce fait, le VIH/SIDA a eu enfin un visage à Wallis et Futuna. Tous nos beaux discours, toutes nos interventions, toutes nos belles affiches n'étaient que fêtu de paille, en comparaison de l'immense impact qu'a eu le témoignage de Maire sur

la population lors de son séjour. Les choses avaient été bien préparées et le planning serré : reçue au salon d'honneur dès son arrivée à l'aéroport par une délégation de coutumiers et du comité de lutte, en présence de la télévision ; le soir même, participation en direct à une émission radio sur le VIH/SIDA ; le lendemain matin visite protocolaire chez le Roi ; le midi de nouveau plateau radio ; l'après-midi rencontre avec les étudiants de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres ; le soir plateau télé en direct pour le journal ; le lendemain journée mondiale ; le surlendemain départ pour Futuna où un programme tout aussi chargé l'attendait.

Au cours de ces interventions, le VIH pour invisible qu'il soit, prenait toute sa dimension avec une Maire en pleine forme, à laquelle nos jeunes pouvaient s'identifier. Elle a su raconter son histoire bouleversante avec pudeur, et on sentait l'émotion monter en chacun dans l'assistance, au fil des explications données sur l'expérience vécue et les difficultés rencontrées.

Il faut souligner ici le courage de Maire, débordante de générosité, qui se jette à cœur perdu dans l'action de prévention, et la remercier humblement de l'enrichissement apporté à la population de nos îles. Elle a su gagner en quelques jours notre respect et notre admiration. ●

Le Docteur Dominique Mégraoua est médecin coordonnateur, Service de Santé, Wallis et Futuna.



Nous, travailleurs du sexe,

Une des personnes qui ont le plus marqué les participants à ce premier Colloque sur le SIDA, tenu en Nouvelle-Calédonie en avril 2000, a été Antoine, venu représenter les professionnels du sexe de la place. Son intervention a révélé d'une façon éloquente les contradictions inhérentes à notre société et le fait que les professionnels du sexe font beaucoup pour la prévention du SIDA et ne transmettent pas la maladie. Écoutons-le dans ce numéro.

Tout d'abord, je voudrais, au nom de la communauté des travailleurs du sexe de Nouméa, remercier les organisateurs de ce Colloque de nous avoir invité à y participer et de pouvoir ainsi y exposer le rôle que nous jouons dans la lutte contre le SIDA, dans notre activité professionnelle, en tant qu'acteurs de prévention.

Au début de l'épidémie, on nous montrait du doigt. Nous étions évidemment accusé(e)s, après la communauté homosexuelle, d'être les vecteurs de cette maladie. C'était d'autant plus difficile pour nous que déjà la société nous mettait en bas de l'échelle. Il fallait trouver un bouc émissaire. Nous étions tous désigné(e)s. Mais nous, nous voulions vivre, que l'on respecte nos choix de vie, quels qu'ils soient, que nous puissions être accepté(e)s comme d'autres citoyens adultes et responsables.

Heureusement, à ce moment-là, les médias et les médecins ont fait beaucoup pour nous et aujourd'hui les mentalités semblent avoir un peu évolué sur ce point.

Bien sûr, le SIDA nous faisait peur. D'abord, parce que nous étions professionnellement beaucoup plus exposé(e)s, aussi parce que certain(e)s d'entre nous connaissaient des séropositifs ou des malades dans leur entourage proche.

Alors, le préservatif c'est devenu inné, un réflexe. Il fallait que nous nous protégions, que nous pensions à nous, d'abord.

Mais, même quand on est bien conscient des risques, très au clair sur les messages de prévention, encore faut-il faire accepter le préservatif au client. Et ce n'est pas toujours facile.

Sachez que beaucoup trop demandent encore, une pénétration sans capote (jusqu'à la moitié de notre clientèle)... sans parler des fellations (80%).

Alors, à chaque fois, il faut négocier. Au fil des années, nous sommes devenu(e)s très habiles dans la négociation du préservatif... des spécialistes. A nous de convaincre les clients difficiles, voire à écarter ceux qui nous font mauvaise impression, qui risquent de devenir violents, incontrôlables ou inflexibles. A ce propos, les hommes de plus de 40 ans sont particulièrement réfractaires à la capote.

Essayez d'imaginer cela dans un contexte difficile, dans des conditions d'exercice (et d'hygiène : ni poubelle, ni point d'eau) très précaires, le rapport de force, une pression économique grandissante, le harcèlement de certaines autorités, le voyeurisme des familles venant voir les bêtes du Parc Forestier, la menace d'être repoussé(e)s encore un peu plus loin, l'insécurité...

Et puis ce serait tellement tentant d'accepter 3 à 5 fois le prix habituel pour un rapport non protégé... Ils sont mariés ... Ils sont propres... Ils ne sentent rien avec le préservatif... Ils ne sont pas malades ... Ils sont, par exemple, militaires ou ... médecins ... ou ... comme ils disent.



French Caption

agents de prévention



Alors, nous devons nous montrer fort(e)s, très fort(e)s. Et ce n'est pas évident quand une société continue à vous juger, à vous marginaliser, ou pire, à faire comme si vous n'existiez pas. Mais notre activité professionnelle n'est pas clandestine... ni illégale. Et puis, l'exercerions-nous s'il n'y avait pas de demande?

Nous avons également un rôle éducatif auprès de nos jeunes clients. Beaucoup sont insouciants, pour eux la maladie, ça n'existe pas. A nous de leur expliquer les risques, de leur montrer que la capote ce n'est pas si terrible. Heureusement, il sont eux, faciles à convaincre.

Nous devons également mettre en garde les nouvelles sur le trottoir que, quelle que soit la façon dont se présente le client, que ce soit son look, son discours, il ne faut prendre aucun risque, que l'utilisation du préservatif doit être systématique.

Plus difficile pour nous de toucher les occasionnelles qui se multiplient, qui prennent beaucoup de risques et qui en plus, cassent les prix...

Aujourd'hui notre communauté doit apprendre à se protéger, à redevenir acteur de sa propre vie, à faire reconnaître la légitimité de son discours, à s'organiser en adultes responsables, à prendre en charge la globalité de sa santé.

En plus de l'équipe du CMP qui vient à notre rencontre chaque semaine, l'une d'entre nous prend

sur son temps d'aller chercher une boîte de préservatifs et approvisionner les copines en cas de besoin. Car il ne faut pas compter sur le client pour venir avec des capotes, ni d'ailleurs que ce soit lui qui le réclame spontanément.

Il nous arrive même parfois d'en distribuer à des personnes qui ne sont pas nos clients mais qui viennent nous en demander le soir...

Nous ne sommes pas en rupture avec la société. Avec un style de vie qui nous appartient, minoritaire certes, mais respectable nous avons les mêmes problèmes que tout le monde...économique... de logement... de santé, les mêmes droits et devoirs que d'autres citoyens. Nous sommes professionnel(le)s et responsables. Alors pourquoi sommes-nous tellement rejeté(e)s?

Ce Colloque aura été l'occasion de faire plus ample connaissance, de changer un peu les représentations que la société a de nous, peut être le début d'une reconnaissance à laquelle nous avons droit, comme tout être humain.

C'est pour nous une étape très importante pour faire reculer la discrimination qui nous frappe au quotidien et surtout réaliser que nous, travailleurs du sexe, existons et sommes en première ligne, des agents de prévention dans la lutte contre l'épidémie du SIDA en Nouvelle-Calédonie. ●

**“Le
préservatif
chez nous
c'est toujours
avec.”**

“Nuit et Jour”

Une collaboration inédite avec les professionnels du sexe de Nouvelle-Calédonie
par Patricia Sheehan

“Pédé !”, “tante !”, “sale pute !”. Voilà quelques-unes des insultes les moins grossières auxquelles sont soumises quotidiennement les prostituées transsexuelles. Lorsque la police locale les a chassées hors de la ville il y a quelques années, les agents de santé ont exprimé une grande inquiétude devant les difficultés d’identification et de collaboration que cette nouvelle situation allait engendrer. Au cours de ces cinq dernières années, le Centre médical polyvalent (CMP) de la DPASS-Sud a apporté son soutien aux professionnels du sexe, principalement des transsexuelles, dont la plupart travaillent dans le quartier du port. Ce soutien s’est d’abord traduit par la diffusion d’informations, la distribution de préservatifs et de lubrifiant, pour s’étendre ensuite à des services d’aide psychologique et sociale. Au fil des années, le CMP a forgé une relation de confiance et de respect mutuel avec les professionnels du sexe. Cet article met en lumière quelques retombées positives de ce projet.

Le médecin Didier Delfolie a été sollicité pour aider, sur une période d’un an, l’éducateur de rue Thierry Lefèvre à élaborer une stratégie et conduire différentes activités destinées à améliorer la vie quotidienne des professionnels du sexe, soumis à une pression constante des autorités et victimes d’agressions par leurs clients. Ils ont alors décidé d’adopter une démarche de santé plus globale, d’y inclure un volet social et de contribuer à la lutte contre la discrimination, en mettant en avant la définition de l’OMS d’un être humain : une être biologique, psychologique et social.

Souvent rejetés par leur famille, confrontés à une situation financière précaire, poussés aux confins de la ville, on les place au plus bas de l’échelle sociale, au rang de vulgaires marchandises sexuelles. Cette image péjorative et persistante, qui vient chez nombre d’entre eux se superposer à une crise d’identité sexuelle, altère profondément leur estime de soi, les place en position d’infériorité lors de négociations avec leurs clients et les pousse à négliger leur santé.

Aider les professionnel(le)s du sexe à combattre la discrimination et retrouver une place légitime au sein de la société est devenue la priorité du projet. La première initiative de Didier et Thierry a pris la forme d’un atelier de formation, organisé dans le paradis touristique de l’Île des Pins. Les organisateurs ont estimé qu’un séjour dans un hôtel de l’île permettrait aux participantes de se couper de leur environnement de travail et leur rappellerait qu’elles ont aussi le droit de loger dans un hôtel confortable et d’être traitées avec respect. Le projet CPS de lutte contre le SIDA a été sollicité afin de verser une petite subvention et a répondu avec enthousiasme à cette proposition



nouvelle et intéressante, qui prévoyait également une période de suivi de six mois après la conclusion de l’atelier.

Onze personnes ont participé à l’atelier. Tout le monde était bien à l’heure à l’aérodrome, et pour nombres d’entre elles, ce vol était un baptême de l’air. Malgré une certaine curiosité de la part de certains passagers, la présence des voyageuses n’a suscité aucune réaction négative. Le Centre médical s’étant chargé de la réservation des chambres, le personnel de l’hôtel s’attendait à l’arrivée d’un groupe de médecins mais n’a pas cillé devant les onze participantes et leur a réservé un accueil chaleureux. Après trois jours d’atelier, et très peu de temps morts, le groupe, à contrecœur, a repris le bateau vers Nouméa. Selon Didier Delfolie, “l’atelier et le séjour à l’hôtel ont fait prendre conscience aux participantes qu’elles partageaient de nombreux problèmes et qu’elles ne se connaissaient pas très bien avant”.

Au cours des six mois qui ont suivi, les professionnel(le)s du sexe ont créé une association “Nuit et Jour”, dont les objectifs sont de soutenir les membres de la profession, de prévenir les risques et de



défendre leurs droits. Des réunions mensuelles ont été organisées, souvent par les professionnel(le)s, au domicile de l'un(e) d'entre eux, ou bien au Centre médical. Des rencontres ont également eu lieu avec la direction de la police municipale (et 10 policiers, parmi les plus jeunes, ont suivi des séances d'information sur le VIH/SIDA). Le CMP et l'association Jour et nuit ont bénéficié du soutien de l'antenne locale de la Ligue des droits de l'homme. La Ligue est récemment intervenue après qu'une boîte de nuit locale eut ajouté les "travestis" à la liste des indésirables affichée sur sa porte d'entrée. Selon Didier, "c'est un retour à la Seconde Guerre mondiale : "interdit aux juifs" - si l'on accepte ce genre de choses, où cela va-t-il finir ? Vous ne pouvez pas décréter "Interdit aux Blancs, aux Noirs, aux Verts, que sais-je encore !"". Habitues à ce type de discrimination, les professionnelles du sexe ont d'abord fait preuve de réticence devant d'éventuelles poursuites. Néanmoins, après qu'un représentant de la Ligue des droits de l'homme se soit entretenu avec le propriétaire de la boîte de nuit, la pancarte a été retirée.

Une réunion destinée à dresser le bilan du projet a été organisée en décembre 2000 et elle a permis d'aborder plusieurs questions. Participaient à la réunion le directeur de la police municipale, des agents de santé et assistantes sociales et des membres de Nuit et Jour et de la Ligue des droits de l'homme. Johanna de Nuit et Jour a signalé que les policiers qui patrouillent dans la zone portuaire la nuit continuaient de les insulter, mais que la situation était pire il y a trois ou quatre ans. Le directeur de la police a ajouté que certains des agents les plus âgés faisaient preuve d'intolérance, qu'il était difficile de les changer mais que les plus jeunes qui ont suivi des séances d'information, pourraient exercer une influence positive sur eux. Les professionnel(le)s du sexe ont également dû faire face à des contrôles d'identité et lorsqu'ils (elles) n'avaient pas leurs papiers sur eux, ils (elles) étaient immédiatement convoqué(e)s au poste de police. Un dossier était alors ouvert à leur nom, bien qu'ils (elles) n'aient commis aucun acte illégal. En outre, les actes de discrimination sont encore

nombreux. Johanna a expliqué qu'au début de l'année, une amie transsexuelle d'Italie était venue lui rendre visite et qu'elles avaient pris rendez-vous chez une esthéticienne. C'est son mari qui avait noté le rendez-vous. Lorsqu'elles sont arrivées au salon de beauté, l'esthéticienne a déclaré qu'elle ne pouvait pas prendre de

cliente transsexuelle car cela nuisait à l'image de son établissement. En entendant cela, le directeur de la police s'est exclamé "la stupidité n'est pas illégale... malheureusement !" D'autres membres de l'association nous informent que lorsqu'elles entrent dans un magasin, la réaction du commerçant est souvent ; "Dehors !".

L'association espère pouvoir faire appel aux médias pour faire évoluer les mentalités. On lui a proposé un créneau pendant l'émission télévisée diffusée à l'heure du déjeuner, dès qu'elle sera prête. Elle projette également de solliciter auprès de la Mairie l'installation d'un robinet et de poubelles afin d'améliorer les conditions de travail aux alentours du port.

À la question de savoir quelle image les transsexuelles aimeraient que le public ait d'elles, Sabrina est catégorique : "Pas de méchanceté, pas de compassion, pas de pitié pour les travelos. Nous voulons simplement que les gens adoptent une attitude neutre à notre égard, qu'ils nous voient comme n'importe quelle autre personne. Nous voulons être acceptées pour ce que nous sommes, malgré notre différence". Après un soupir, elle ajoute "j'espère que ça arrivera... un de ces jours".

C'est à Didier que revient le dernier mot : "prévenir la discrimination, c'est prévenir le VIH/SIDA". ●



French caption



Paroles du Festival : information et préservatifs



L'ancienne coordonnatrice du projet SIDA de la CPS, Judith Taylor, et Lily Vainerere, qui a gentiment aidé à tenir notre stand.

“Paroles d’hier, paroles d’aujourd’hui, paroles de demain” était le thème du huitième Festival des Arts du Pacifique qui s’est déroulé à Nouméa du 23 octobre au 3 novembre. Trois mille participants de toute la région et l’arrivée massive de touristes venus participer à l’événement ont fourni une occasion sans pareille de diffuser le message au sujet du SIDA et des MST et de distribuer des préservatifs.

Pendant dix jours et dix nuits, la Nouvelle-Calédonie a vibré au rythme de spectacles océaniques de tous genres organisés à Nouméa et aux alentours, ainsi que dans le nord et dans les îles.

Le service de santé local nous a demandé si nous pouvions fournir des préservatifs aux délégations océaniques. C’était l’occasion de signaler un problème que nous rencontrons. La CPS n’a pas le droit d’importer des préservatifs australiens, seulement ceux qui sont aux normes françaises, les autres passant pour être de qualité inférieure.

Nous avons déjà essayé dans le passé d’obtenir une dispense, en promettant de ne distribuer nos préservatifs qu’aux pays anglophones. Nous n’avons pas eu cette permission. Cette fois, nous avons expliqué une fois de plus que nous n’avons tout simplement pas les moyens d’acheter les préservatifs français en grosse quantité.

Comme la date approchait et que les autorités de santé locale ne souhaitaient pas utiliser leur stock pour le Festival, le bon sens a prévalu et nous avons eu l’autorisation d’importer des préservatifs australiens pour cette occasion seulement.

À Nouméa, le cœur du Festival battait à l’Anse Vata, sur l’ancien site de la CPS. La CPS a également accueilli le Festival pendant cinq jours dans son nouveau siège situé à deux minutes de marche.



Deux jeunes membres d’une ONG œuvrant dans le domaine de la santé, l’ADSPPK, portant un costume en forme de préservatif ont fait la tournée du Village du Festival pour distribuer des préservatifs.





Monica Vainerere et Catherine Sipa (à gauche), qui est actuellement notre adjointe administrative, devant le faré de la CPS.

Le projet SIDA de la CPS partageait un faré au Village du Festival avec le Bureau technique des femmes du Pacifique et le Bureau technique de la jeunesse du Pacifique. Il y avait quelqu'un en permanence, même les week-ends, pour distribuer des éditions spéciales du Festival et nos paquets de préservatifs, nos affiches et nos tee-shirts, ainsi que des feuillets d'information. Les préservatifs, les affiches et les dépliants ont été fournis aux lieux d'hébergement de toutes les délégations océaniques et, si l'on y rajoute ce qui a été distribué au grand public dans notre faré, plus de 8 000 préservatifs ont été distribués pendant les dix journées du Festival. ●



Dernières nouvelles du projet de lutte contre le VIH chez les gens de mer

Andrew Peteru

Le projet CPS de lutte contre le VIH chez les gens de mer, financé par l'Agence néo-zélandaise de coopération (NZODA), existe maintenant depuis deux ans. Comme seuls les pays anglophones ont répondu à l'invitation de collaborer à ce projet, nous ne présentons qu'un bref rapport pour les francophones dans ces pages. Si vous souhaitez

obtenir des rapports plus détaillés sur le déroulement du projet, veuillez me le faire savoir (voir les coordonnées ci-dessous). Les pays participant au projet sont les Îles Fidji, le Samoa, les Tonga, Kiribati, Tuvalu, Vanuatu, les Îles Salomon, les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Marshall.



La première phase du projet consistait à mettre en place un programme d'enseignement sur le VIH, le SIDA et les MST dans les établissements de formation aux métiers de la mer et à la pêche de la région. Les moyens mis en œuvre comprenaient la production d'une vidéocassette et d'un manuel de formation à l'intention du personnel de ces établissements, ainsi qu'un approvisionnement continu de préservatifs pour distribution aux stagiaires.



Le projet est maintenant passé à la seconde phase, la formation de formateurs à l'éducation pour les pairs parmi les stagiaires des établissements de formation aux métiers de la mer et à la pêche. À cette fin, nous avons demandé l'aide d'une ONG fidjienne appelée AIDS Task Force of Fiji, qui possède de l'expérience en éducation pour les pairs dans la région.



La première séance de formation des formateurs à l'éducation par les pairs dans les secteurs des métiers de la mer et de la pêche s'est déroulée au Samoa en août 2000. Le Samoa, Vanuatu et Kiribati ont participé à cette formation, de même que deux participants de Nouvelle-Calédonie.

Un manuel de formation à l'éducation par les pairs à l'intention des gens de mer a été produit, ainsi que des supports d'information appropriés, notamment un livre de bandes dessinées.

Nous espérons étendre ce projet au-delà des établissements de formation et toucher les gens de mer sur les navires, les travailleurs portuaires et les professionnels du sexe opérant dans les ports de la région. ●

Si vous souhaitez obtenir plus d'informations sur ce projet, veuillez me contacter à l'adresse suivante :



Andrew Peteru,
Coordonnateur, Projet
VIH/SIDA et MST.
Téléphone : (687) 26.20.00;
télécopieur : (687) 26.38.18;
mél. : andrewp@spc.int

Îles Fidji : forte prévalence des MST chez les adolescents

Les étudiants du secondaire supérieur et les jeunes déscolarisés entre 16 et 25 ans sont en tête de liste des patients de la clinique pour les infections sexuellement transmissibles de l'hôpital Lautoka.

Le Dr Arvin Chaudhry, médecin chef de la clinique, explique que l'augmentation est spectaculaire et inquiétante. "Cette augmentation est d'autant plus inquiétante qu'auparavant, les patients n'étaient que des adultes mais, à l'heure actuelle, nous avons même des patients pré-adolescents", dit-il. Le Dr Chaudhry déclare que 65 pour cent des patients examinés ont entre 16 et 25 ans, fréquentent l'école ou sont des jeunes gens ayant abandonné les études et qu'ils ont le plus souvent la gonorrhée.

"Il faut fortement intensifier l'éducation car nous sommes assis sur une bombe à retardement qui est près d'exploser et, lorsque ce moment viendra, les Îles Fidji seront confrontées à une grave crise", affirme-t-il.

Les statistiques publiées par le ministère de la Santé indiquent que les patients âgés de 25 à 29 ans présentent le taux d'infection le plus élevé de syphilis dans toutes les Îles Fidji. Les patients âgés de 20 à 24 ans présentent le taux d'infection le plus élevé de gonorrhée dans toutes les Îles Fidji. Le Dr Nii-K Plange, directeur de la faculté de sociologie de l'Université du Pacifique Sud prétend que cette tendance est très dangereuse. "Lautoka n'est pas un cas isolé, cette situation se retrouve dans chaque centre de Fidji, déclare-t-il. L'augmentation de la gonorrhée et de la syphilis présente un réel danger d'augmentation des infections à VIH".

"Dans la plupart des cas, les patients souffrant d'infections sexuellement transmissibles qui sont sous traitement, cessent de prendre leurs médicaments lorsqu'ils se sentent mieux ou que les symptômes disparaissent; ils ont alors des

relations sexuelles bien qu'ils soient encore infectés, ce qui contribue à propager davantage encore la maladie", dit-il.

Le Dr Plange déclare que les autorités médicales doivent prendre en ligne de compte que, quelles que soient les statistiques dont elles disposent, elles ne proviennent que des personnes qui vont en consultation dans un hôpital ou une clinique et que ces chiffres sont bien plus faibles que la réalité. Le Dr Plange explique que ceci montre également que les gens prennent leur comportement sexuel à la légère. Le ministre de la Santé par intérim, Pita Nacuva, déclare qu'il est temps de s'attaquer à ce problème très sérieusement.

"L'essentiel est d'entreprendre l'éducation, car il vaut mieux prévenir que guérir", affirme-t-il. M. Nacuva mentionne que le budget de l'année prochaine comporte de nombreuses dotations pour l'éducation et que davantage d'efforts seront consentis dans ce secteur pour aider les jeunes à apprendre à mieux connaître leur corps.

Le coordonnateur de l'Association de lutte contre le SIDA de Fidji, Jane Tyler, déclare que l'ensemble de la population fidjienne est confrontée à ce problème. "À moins que les étudiants ne reçoivent des informations exactes, y compris dans les écoles, dans une langue qu'ils peuvent comprendre et présentées d'une façon conviviale qui les encourage à prendre des décisions responsables et en connaissance de cause au sujet de leur santé sexuelle, nous pouvons nous attendre à ce que les taux d'infections sexuellement transmissibles continuent d'augmenter, pas seulement à Lautoka, mais dans d'autres régions des Îles Fidji. ●

*Adapté du Daily Post,
mardi 28 novembre 2000.*



Papouasie-Nouvelle-Guinée : **Aux hommes de jouer un rôle plus actif**

Que les hommes utilisent leur plus grande agressivité pour jouer un rôle plus actif et empêcher la prolifération du SIDA. Le Dr Puka Temu, chef de Cabinet du ministère de la Santé, déclare que le VIH/SIDA touche tous les secteurs de la communauté et qu'il est persuadé que les hommes pourraient faire pencher la balance dans la lutte contre la maladie.

Le Dr Temu déclare : "Les hommes peuvent faire jouer leur masculinité et leur machisme d'une façon plus productive et plus positive en adoptant un comportement sain, en utilisant des préservatifs pendant les relations intimes avec les partenaires de passage, en étant fidèles à un seul partenaire ou en se faisant tester pour le VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles." Et de poursuivre en disant : "Ils devraient user de leur position dominante en politique, dans l'industrie, au sein des églises et des communautés, afin de faire adopter des lois, des politiques et des rôles et des programmes de développement permettant de protéger la

santé des femmes et des enfants." Il affirme que les hommes au pouvoir doivent s'affranchir de l'égoïsme et de la cupidité et créer un milieu dans lequel la richesse de la nation est partagée équitablement de façon que chacun ait la possibilité de tirer parti des ressources naturelles.

"Je suis persuadé que les hommes, individuellement et collectivement, à tous les niveaux et dans tous les secteurs de notre communauté, peuvent avoir une profonde influence la santé de notre population et de notre pays et intervenir de façon bien plus vigoureuse dans notre lutte collective contre le VIH/SIDA. Je fais appel à tous les hommes pour qu'ils réfléchissent à ce qu'ils s'infligent et infligent à leur peuple, fassent preuve d'humilité et abandonnent les chemins destructeurs pour emprunter ceux qui leur permettent de jouer un rôle positif." ●

*Papua New Guinea Post-Courrier/PINA
Nius Online,
29 novembre 2000*

Îles Mariannes du Nord : **les hommes pourraient faire la différence**

Près de 70 pour cent des 38 cas d'infection à VIH et de SIDA actuellement confirmés aux Îles Mariannes du Nord concernent les hommes, a révélé le ministère de la Santé publique. Dans ces îles, le nombre d'hommes décédés des suites du VIH et du SIDA est supérieur à celui des femmes.

Face à cette situation, les Îles Mariannes ont décidé de participer à la campagne annuelle contre le SIDA "Les hommes font la différence".

Le gouverneur Pedro P. Tenorio a signé les proclamations de la journée mondiale de lutte contre le SIDA et du mois de la lutte contre le VIH/SIDA des Îles Mariannes du Nord et exhorté la population toute entière à participer aux campagnes de sensibilisation et d'éducation à la lutte contre le VIH/SIDA menées par les pouvoirs publics. "Il est indispensable que nous nous attaquions à ces problèmes qui touchent l'ensemble de la collectivité", a

déclaré M. Tenorio lors des cérémonies de signature, auxquelles participaient des personnalités et des bénévoles du secteur de la santé. "Les hommes ont moins tendance à solliciter des soins médicaux et ont davantage l'habitude d'adopter un comportement - boisson, abus de substances illicites ou conduite automobile irresponsable - qui mettent leur santé en danger. Dans des situations de stress, lorsqu'ils sont porteurs du SIDA, par exemple, les hommes peuvent avoir besoin d'une aide supplémentaire pour y faire face," indique M. Tenorio.

Dans la proclamation, il est affirmé que le VIH se transmet plus facilement, par voie sexuelle, de l'homme à la femme que dans le sens contraire. Les hommes ont en moyenne davantage de partenaires sexuels que les femmes. Un homme porteur du VIH risque donc davantage d'infecter ses partenaires, au cours d'une vie, qu'une femme séropositive.

Pull quote



“Les hommes doivent s’inquiéter davantage du SIDA, car il menace leur famille. Il faut encourager les pères et les futurs pères à réfléchir aux conséquences que leur comportement sexuel irresponsable peut avoir pour leur compagne et leurs enfants; ils peuvent notamment introduire le VIH dans leur famille et faire de leurs enfants des orphelins du SIDA. Les hommes doivent aussi assumer un rôle plus prépondérant dans le soin des parents atteints du VIH ou du SIDA”, a déclaré M. Tenorio.

Joseph Kevin Villagomez, secrétaire à la santé, remarque pour sa part que les résidents locaux devraient eux aussi subir un test de dépistage du VIH/SIDA, tout comme les travailleurs non résidents.

“L’objectif est de faire passer le test gratuitement par davantage de personnes résidant aux Îles Mariannes, celles qui sont d’ici”, a déclaré Villagomez à la fondation caritative Variety. Il a fait remarquer que si, cette année, la campagne est axée sur les hommes, cela ne signifie pas

nécessairement que les femmes n’ont pas à se désintéresser de ces problèmes de santé. “Le problème du VIH/SIDA nous touche tous. L’éducation est un pilier essentiel de la lutte. Nous devons poursuivre cette action d’éducation,” a indiqué le secrétaire à la santé.

Parmi les activités mises en œuvre au cours du mois de la lutte contre le VIH/SIDA aux Îles Mariannes du Nord figuraient des campagnes de presse, l’envoi de lettres au clergé, l’installation de kiosques d’information, une campagne médiatique à l’occasion de la journée mondiale de lutte contre le SIDA, un concours d’affiches, une veille aux chandelles, un vidéophon à la Bibliothèque publique Joeton Kiyu, une course contre le SIDA, et des séances de formation à l’intention d’infirmières et d’autres employés intéressés. ●

Source : Haidee V. Eugenio, Fondation Variety des Îles Mariannes/PINA Nius Online, 12 décembre 2000

Pacifique : Les ONG mécontentes de la position de l'ONU sur le SIDA

Les organisations non gouvernementales (ONG) du Pacifique, réunies cette semaine dans la capitale fidjienne, ont qualifié de “très frustrante et insatisfaisante” la déclaration engageant les Nations-Unies à lutter contre le SIDA et le VIH, rapporte ce groupe dans un communiqué rendu public en milieu de semaine.

A l’issue d’une réunion de quatre jours, le groupe des ONG du Pacifique, dont la plupart sont spécialisées, dans leurs pays respectifs, dans la lutte et la sensibilisation des populations au sujet du SIDA, a estimé que le document de l’ONU “n’aidera pas à faire changer les choses”.

“Nous avons l’impression d’être livrés à nous-mêmes, alors que cette épidémie tue nos populations. Nous avons aussi l’impression que cette situation va se prolonger”, déclare notamment cette organisation régionale.

Parmi les causes de la frustration des ONG de la région : le fait que dans les rapports de l’ONU traitant du SIDA, “le nom de (leur) pays n’apparaît même pas”.

“C’est peut-être parce que nos populations sont petites, mais le résultat final, c’est que nous sommes invisibles, oubliés et

négligés”, estime la groupement d’ONG dans un communiqué.

“Et pourtant c’est notre petite taille qui nous rend si vulnérables, et c’est pour cela aussi que tant des nôtres meurent”, poursuit le texte, qui en appelle à l’ONU pour que le sujet du SIDA soit considéré comme “moral” et non pas “statistique” ou “politique”.

“Nous avons la même valeur que n’importe quel autre pays. Et nos taux de contamination figureront bientôt parmi les plus élevés au monde (...) Car nos populations sont jeunes et sexuellement très actives, mobiles et peu éduquées”.

L’organisation rappelle l’exemple de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui doit d’ores et déjà faire face à une épidémie majeure, bien que les statistiques officielles soient généralement considérées comme étant inférieures à la réalité.

“Nous pensons que le VIH s’est répandu dans nos pays, mais nous ne pouvons pas être sûrs parce que peu de gens ont été testés, qu’il y a eu peu de surveillance, et que nos systèmes d’alerte sont imprécis”. ●

Flash d’Océanie/CPS, Suva, 27 avril 2001



Pull quote

NOUVELLES INTERNATIONALES

Gouvernement australien : participation de délégués régionaux au Congrès international sur le VIH/SIDA

Le ministre australien des Affaires étrangères, Alexander Downer, organise une réunion extraordinaire des ministres et des hauts fonctionnaires de la région, dans le cadre du sixième Congrès international sur le SIDA en Asie et dans le Pacifique, qui doit se tenir à Melbourne en octobre 2001.

Il a invité les ministres et les hauts fonctionnaires à débattre des nombreux problèmes causés par l'épidémie de VIH/SIDA, notamment dans les secteurs social, économique et financier, l'emploi, l'éducation et autres.

Le VIH/SIDA risque d'anéantir plusieurs dizaines d'années de développement dans la région. C'est pourquoi il est inscrit en tête des priorités du programme d'assistance australien. En 1999-2000, ce programme a octroyé un montant estimé à 20,3 millions AUD à différents projets de lutte contre le VIH/SIDA, soit 12,3 pour cent des dépenses totales du secteur de la santé.

Le gouvernement australien va aussi consacrer 200 000 AUD à l'organisation du sixième Congrès international sur le SIDA en Asie et dans le Pacifique, afin d'aider les personnes de la région à y participer et à communiquer leurs expériences en matière de

prévention du VIH/SIDA.

Cette initiative fait suite à l'octroi de l'enveloppe globale de 200 millions AUD, évoquée par le ministre en juillet 2000, destinée à aider les pays partenaires de la région Asie-Pacifique à faire face à la menace du VIH/SIDA.

Selon M. Downer, le VIH/SIDA frappe les gens à l'âge le plus productif et laisse des millions d'enfants orphelins. Il désorganise aussi des pans entiers de l'économie : agriculture, éducation, industrie manufacturière et transports. C'est pourquoi les responsables politiques devraient s'engager à considérer le VIH/SIDA comme un problème intéressant l'ensemble de l'économie et allouer davantage de ressources à la lutte contre la propagation et les terribles effets de cette maladie.

La réunion sur le VIH/SIDA et son évolution, qui se tiendra lors du Congrès de Melbourne, avec la participation de délégués venus de toute la région, contribuera à la réalisation de cet objectif. ●

Adapté du communiqué de presse du ministre des Affaires étrangères, Alexander Downer, du 23 novembre 2000

Un gel extrait d'algues contre le VIH

Les algues ne sont pas seulement utilisées dans la cuisine japonaise. Si la recherche porte ses fruits, elles pourraient s'avérer d'une importance capitale dans la lutte contre le SIDA.

Des chercheurs travaillent actuellement sur un gel extrait d'algues qui inhibera la transmission du VIH, le virus à l'origine du

SIDA. Introduit dans le vagin avant des relations sexuelles, ce gel présente l'avantage de laisser aux femmes la maîtrise du produit, à la différence des préservatifs.

Le Conseil de la population, dont le siège est à New York, a travaillé dix ans sur ce produit, le carraghénane, commercialisé sous la marque Carraguard ou PC-515. Le gel, utilisé de

longue date dans les produits cosmétiques anti-âge et l'industrie alimentaire, ne tue pas le VIH mais empêche sa pénétration dans les cellules humaines.

Des expérimentations sur l'homme ont été entreprises en Thaïlande et en Afrique du Sud pour savoir si les femmes estiment le produit commode à utiliser et pour étudier ses effets secondaires. Près de 165 femmes mariées de Chiang Rai, Thaïlande, utiliseront le gel, à appliquer une heure avant les rapports sexuels.

“Si ces études aboutissent - et nous espérons que ce sera le cas - nous devons procéder à une expérimentation à grande échelle pour évaluer l'efficacité du produit [contre le VIH],” a déclaré George Brown, vice-président des programmes internationaux du Conseil de la population. La recherche vise à proposer un produit d'un prix abordable dans les pays pauvres.

L'absence de vaccin contre le VIH et d'accès aux médicaments anti-SIDA dans les pays en développement a stimulé la recherche en matière de microbicides vaginaux. “Les

femmes ont besoin d'un produit pour se protéger,” a déclaré M. Brown par téléphone à BBC News Online. Les femmes ne peuvent pas toujours obliger leurs partenaires à mettre des préservatifs, qui ne sont utilisés que dans “de très faibles proportions”, malgré les énormes efforts de promotion déployés.

Les chercheurs estiment que le gel formera un revêtement protecteur à la surface du vagin. Des essais en laboratoire ont montré qu'il empêche la transmission du VIH, selon Robin Maguire, responsable du projet de recherche sur les microbicides au Conseil de la population.

Les chercheurs ont décidé d'étudier cette algue, que l'on trouve au large des côtes chiliennes, parce qu'elle appartient à une classe de composés, les polysaccharides sulfatés, dont on connaît depuis longtemps l'efficacité contre les virus. ●

Source : Mangai Balasegaram, BBC News Online, jeudi 9 novembre 2000

Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée au VIH/SIDA (25 au 27 juin 2001, New York,)

“ Nous devons faire comprendre, partout, que le problème n'est pas réglé, qu'il ne concerne pas uniquement quelques pays lointains et qu'il constitue une menace pour toute une génération, pour toute une civilisation.... La session extraordinaire de l'Assemblée générale sera pour nous, plus que jamais, l'occasion d'assumer nos responsabilités à l'endroit des générations futures et de prendre des mesures décisives pour inverser la progression de cette terrible maladie. “

Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Pourquoi une session extraordinaire?

Alarmée par l'épidémie qui s'accélère et son impact mondial, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer une session extraordinaire consacrée au VIH/SIDA au niveau politique le plus élevé. La session extraordinaire, qui se tiendra du 25 au 27 juin 2001 à New York, aura pour but d'intensifier la lutte internationale contre l'épidémie et de mobiliser les ressources nécessaires. “

Les faits démontrent que nous ne sommes pas

impuissants contre cette épidémie, mais notre réaction n'est encore qu'une petite partie de ce qu'elle devrait être “, a déclaré le docteur Peter Piot, Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), dans un rapport de juin 2000. “ La tâche réelle est maintenant “, a-t-il ajouté, “ d'accroître massivement la volonté politique, les ressources, les systèmes et l'engagement social nécessaires pour faire reculer l'épidémie. “

À la session extraordinaire, des délégations

nationales de haut niveau examineront les plans d'action qui se sont avérés les plus efficaces pour faire face au sida dans leurs propres pays et les prochaines mesures à adopter. Des tables rondes interactives rassembleront des dirigeants gouvernementaux, des avocats de la lutte contre le SIDA, des experts et des représentants du secteur privé qui centreront leur attention sur les problèmes clefs.

Quelle sera l'issue?

Étant donné l'urgence de la situation créée par l'épidémie, il est prévu qu'à la session extraordinaire les gouvernements s'accorderont sur une Déclaration d'engagement qui délimitera les domaines prioritaires où des mesures plus énergiques doivent être prises. Ces domaines seront vraisemblablement les suivants : prévention, amélioration de l'accès aux soins et au traitement, prise en charge des enfants orphelins du sida, élargissement des partenariats entre secteur public et secteur privé, nécessité d'une réaction multisectorielle plus rapide à l'épidémie et d'une mobilisation de ressources qui soient à la mesure de la crise. La session extraordinaire fixera aussi probablement un certain nombre d'objectifs concrets dans la lutte contre le VIH/sida, en s'inspirant des buts adoptés à de précédents forums des Nations Unies. Il s'agit notamment de l'objectif convenu par environ 150 chefs d'État et de gouvernement au Sommet du Millénaire, tenu en septembre 2000, d'arrêter et de commencer à faire reculer la diffusion du VIH/sida d'ici 2015.

La Déclaration d'engagement sera mise au point au cours de consultations officielles ouvertes à tous qui seront organisées au début de 2001 par le Président de l'Assemblée générale, M. Harri Holkeri (Finlande). Un rapport du Secrétaire général de l'ONU ouvrira la voie aux consultations en analysant l'épidémie et en présentant des recommandations sur la manière d'obtenir un engagement politique mondial en vue d'efforts accrus aux niveaux national, régional et international.

LES FAITS disent une sombre histoire, mais laissent percer des lueurs d'espoir :

- Plus de 21 millions de personnes sont mortes du sida depuis les années 80, dont plus de 75 % dans l'Afrique subsaharienne.
- Environ 36 millions de personnes sont actuellement infectées par le VIH - dont plus de 25 millions en Afrique - et la plupart d'entre elles ne le savent pas.
- Dans 16 pays, plus de 10 % des adultes, dans la tranche d'âge 15-49 ans, sont infectés par le VIH. Dans 7 pays, tous situés en Afrique australe, au moins un adulte sur cinq est atteint du VIH.
- Dans les pays les plus gravement touchés, la moitié de tous les jeunes âgés de 15 ans mourront de la maladie, même si les taux d'infection tombent au cours des quelques prochaines années. Si les taux d'infection restent élevés, plus des deux tiers de ces jeunes mourront du sida.
- Plus de 13 millions d'enfants sont des orphelins du sida, et ce chiffre pourrait atteindre 30 millions avant la fin de la décennie.
- Le sida a un grave impact sur de nombreuses sociétés et de nombreuses économies, anéantissant les progrès durement acquis ces dernières années sur le plan du développement.
- Des pays comme le Brésil, l'Ouganda et la Thaïlande ont prouvé que des plans nationaux solides, l'ouverture sociale et la participation communautaire peuvent faire baisser des taux d'infection en progression très rapide.

Calendrier pour 2001

- 26 février-2 mars - Premier cycle de consultations officielles ouvertes à tous en vue de la session extraordinaire (New York)
- 21-25 mai - Deuxième cycle de consultations officielles ouvertes à tous (New York)
- 25-27 juin - Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida (New York)

Participation des ONG et du secteur privé

Reconnaissant le rôle clef joué par les représentants d'ONG engagés dans la lutte contre l'épidémie, les personnes atteintes du VIH/sida, les experts et les dirigeants des milieux commerciaux et industriels dans la lutte contre le sida, l'ONU prévoit

actuellement les moyens de faire participer la société civile à la session extraordinaire et à ses préparatifs. Le secrétariat d'ONUSIDA coordonnera cette participation grâce à son réseau permanent de partenaires. Des forums électroniques sur le site

Web d'ONUSIDA et sur d'autres sites permettront aux organisations non

gouvernementales et à d'autres partenaires de faire entendre leur voix dans les négociations conduisant à la session extraordinaire. Un effort concerté sera conduit pour faire participer les jeunes, dont l'avenir est en jeu.●

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter l'ONUSIDA,

Campagne mondiale contre le SIDA 2001 : Ça me concerne ... Et toi ?

L'ONUSIDA a annoncé que le thème de la campagne mondiale contre le SIDA 2000, "Les hommes font la différence", demeurera celui de la campagne 2001, tout en appelant plus particulièrement l'attention d'autres aspects de l'attitude des hommes face au SIDA. Le slogan de la campagne est : "Ça me concerne... Et toi ?". En 2001, la campagne mondiale contre le SIDA se concentrera sur une période plus brève, les trois mois précédant la Journée mondiale de lutte contre le SIDA.

Le slogan de la seconde année de cette campagne menée sur deux ans a pour but d'entretenir la vigilance à l'égard du rôle des hommes dans l'épidémie de SIDA. Il a été choisi car il contient en une phrase l'esprit des débats autour du rôle des responsables et des besoins des jeunes hommes, tout en étant assez large pour être le point de départ d'autres discussions sur la prévention et les soins, le rôle des hommes et des femmes et les différentes tranches d'âge. La nouvelle campagne vise à inciter les hommes, en particulier les jeunes, à s'impliquer plus énergiquement dans la lutte contre le SIDA, à faire en sorte que les actions nationales de riposte à l'épidémie soient davantage axées sur les hommes et à faire participer les responsables, en tant qu'hommes politiques et dans leur vie privée, à la lutte contre l'épidémie de VIH.

La campagne 2001 attirera l'attention du public sur les points suivants, par la publication d'une série d'articles thématiques sur :

- les responsables politiques;
- les relations avec les femmes victimes de violence, sous l'emprise de "vieux protecteurs" et que l'on oblige à avoir des rapports sexuels;
- la consommation d'alcool et le VIH;
- les toxicomanes recourant aux injections intraveineuses et le VIH;
- les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes;
- les hommes dans leur rôle de soignant et de père - c'est-à-dire inciter les hommes à prendre soin des membres de leur famille affectés par le VIH/SIDA et à assumer leur rôle de père;
- les jeunes hommes;
- la promotion et la distribution de préservatifs.

Pour de plus amples informations sur la campagne mondiale contre le SIDA, veuillez vous adresser à Andrew Doupe, coordonnateur de la campagne mondiale contre le SIDA, ONUSIDA, Genève (+41 22) 791 4765 ou mél : doupea@unaids.org. Vous pouvez aussi consulter la page d'accueil de l'ONUSIDA sur Internet (<http://www.unaids.org>).

PROVINCE NORD, NOUVELLE-CALÉDONIE : UNE PIÈCE DE THÉÂTRE POUR SENSIBILISER LES JEUNES AUX RISQUES DU SIDA

Dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA, 2000, l'Association théâtre du Nord (ATN), en collaboration avec l'association Aids Vi Weamigne de la Province Nord et les éducatrices de santé de la commune, a présenté dans la salle de la mairie de Koumac, devant un public de collégiens, "Piège à virus". Une pièce sur l'utilisation du préservatif et l'acceptation des séropositifs.



"Piège à virus" a vu le jour de grâce à l'initiative de l'infirmière du collège, membre d'ATN et consciente que les jeunes manquent d'informations sur la sexualité, le SIDA et les moyens de s'en protéger. Les membres de l'association théâtrale se sont attelés aux travaux d'écriture avec

comme idée directrice les thèmes émis par l'infirmière. Le but était de faire passer aux jeunes un message précis, fait d'émotions, sur l'utilisation du préservatif et sur la situation d'un séropositif, le tout de façon humoristique.

Présenter le spectacle en tribu

"Piège à virus" retrace ainsi l'histoire d'un jeune homme, José, qui est tiraillé entre le bien, *Mister Clean*, qui lui insuffle des conseils d'hygiène et de prudence et le mal, *Virus*, qui le pousse à négliger toutes précautions face aux dangers que peut comporter un rapport sexuel non protégé. Par des

'flash-back', José va réaliser que l'utilisation du préservatif est utile et indispensable...

A la fin du spectacle, les comédiens se sont prêtés, avec les élèves du collège et des établissements annexes, au jeu des questions-réponses relatif au traitement des séropositifs et au dépistage du virus. Les membres d'ATN, souhaitant élargir leur action, ont accepté de présenter leur pièce aux élèves du collège Kaléba Boaouva de Poum et à ceux du collège de Baganda à Kaala-Gomen et se proposent, si on le leur demande, de présenter leur spectacle en tribu. ●

(Les Nouvelles-Calédoniennes, décembre 2000)

Pour de plus amples renseignements sur cette initiative, veuillez contacter Mme Béatrice Moreau, Collège de Koumac, B.P. 22, 98850 Koumac, Nouvelle-Calédonie. Tél. (687) 47 62 81.



Courrier des lecteurs

❖ Un grand merci pour vos colis ! Les brochures distribuées à des jeunes et des amis ont été très utiles, et j'ai également projeté les vidéos.

J'aimerais vous demander d'autres brochures pour les distribuer à des squatters et des cités. J'ai aussi écrit au Conseil national du SIDA et à l'Institut de recherche médicale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, comme vous me l'aviez conseillé, et j'ai demandé la cassette de Joseph Berem.

Merci encore du soutien que votre section apporte aux populations du Pacifique.

**Mike Kamo, Madang
(Papouasie-Nouvelle-Guinée)**

❖ Veuillez nous inscrire sur votre liste de destinataires et nous envoyer votre très instructif Pacific AIDS alert bulletin, que vous envoyez à d'autres personnes.

Nous venons de lire l'un des numéros qui évoque notre compatriote, Joseph Berem, et nous sommes fascinés par l'immense travail que vous accomplissez. Nous croyons dans la coopération pour combattre cette maladie, au travers de nos actions de sensibilisation et de mobilisation, menées dans ce pays.

Pour votre information, nous menons des campagnes de sensibilisation sur de nombreux sujets, notamment l'environnement, la santé, des problèmes sociaux, démographiques et de parité entre hommes et femmes. Notre directeur, Alphonse Roy, participe à des émissions de radio sur la

population et les problèmes de parité. Il sillonne le pays, en compagnie de notre équipe, pour mener ces actions de sensibilisation. Nous sensibilisons aussi les populations, jusqu'au niveau des villages, aux MST et au VIH/SIDA. Le fait est que tout le monde n'a pas accès à l'information, et que nous faisons de notre mieux pour leur transmettre le message.

Nous vous remercions de votre attention et de votre assistance future.

**Conservation
environnementale, culturelle et
spirituelle, campus de Waigani,
NCD, Papouasie-Nouvelle-
Guinée**

❖ Je tiens à vous exprimer nos sincères remerciements pour les documents écrits que vous avez envoyés au Communication Institute. Nous communiquons à notre tour à d'autres diocèses du pays des extraits que nous publions dans notre bulletin d'information. Les coordonnateurs de la communication des diocèses transmettent ces informations à leurs fidèles. L'ensemble de la population de Papouasie-Nouvelle-Guinée en profite donc. Soyez bénis pour tout le bien que vous faites !

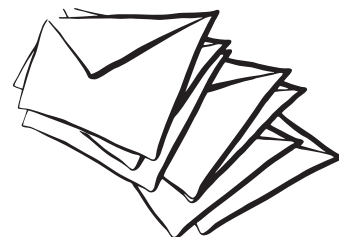
**Sr Theresita de Lara,
Communication Institute,
Madang, PNG.**

❖ Je réponds à une lettre de remerciement signée de Gulian Canasta, et publiée dans le bulletin *Alerte au Sida - Océanie* n° 18 (1999). Cela remonte à un certain temps, mais je tiens à ce que les gens sachent qu'il existe un projet concernant les minorités, qui s'adresse aux homosexuels, lesbiennes,

bisexuels et transsexuels de Fidji. Women's Action for Change (WAC), lancé en 1993 par un collectif de femmes, mène actuellement trois projets. Le premier est une troupe théâtrale professionnelle, WAC Theatre Unlimited, qui monte des pièces sur les droits de la personne, l'environnement, les femmes et les jeunes, la santé mentale et la sécurité routière. Le deuxième est un centre de puériculture qui s'adresse aux personnes à faibles revenus, et qui travaillent notamment dans la confection. Le troisième projet concerne les minorités sexuelles; dirigé par des homosexuels, il s'adresse aux homosexuels, lesbiennes, bisexuels et transsexuels. Ce projet vise à aider les individus et les groupes à retrouver leur confiance en soi, à affirmer leur orientation sexuelle et leur mode de vie et à cultiver le sens de la collectivité. Le projet WAC/minorités sexuelles est le seul qui se consacre à la communauté homosexuelle de Fidji. Il est animé par un coordonnateur à plein temps et un bénévole. La communauté homosexuelle étant protégée par la Constitution actuelle, nous sommes à l'affût de toute discrimination à notre égard de la part des médias, par exemple, ou du public (emploi de termes et discours injurieux).

Pour tout renseignement sur le projet Minorités sexuelles, n'hésitez pas à téléphoner, écrire ou envoyer un courrier électronique à l'adresse ci-dessous.

**Sexual Minorities Project,
Women's Action for Change,
P.O. Box 12398, Suva (Fiji).
Télécopieur (679) 305 033;
téléphone (679) 314 363; adresse
électronique : wac@is.com.fj.
(679) 314 363, e-mail:
wac@is.com.fj**



DOCUMENTATION



Première Conférence régionale sur le VIH/SIDA et les MST dans le Pacifique, Nadi, Fidji, février 1999. Actes de la conférence. CPS, Nouméa, 2000

Oui, les actes de notre toute première conférence régionale sur le VIH/SIDA et les MST sont enfin disponibles (mais uniquement en anglais pour l'instant). Nous nous excusons pour le temps que cela a pris, pour des raisons indépendantes de notre volonté. Ces actes donnent une vue d'ensemble de la nature de l'épidémie en Océanie, des conditions sociales et économiques qui accompagnent la propagation du VIH, et de certaines mesures innovantes prises pour la maîtriser.

Disponible auprès du projet CPS de lutte contre le VIH/SIDA et les MST, Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie. Tél. : (687) 26 20 00; télécopieur : (687) 26 38 18; mél : spc@spc.int.

Agir vite pour prévenir le SIDA : le cas du Sénégal

ONUSIDA, Genève, 2000. 27 pages

La nécessité d'une intervention précoce pour arrêter la propagation du VIH avant qu'il ne s'implante solidement dans une population a déjà fait l'objet de bien des écrits. Mais ceux-ci mettent généralement en lumière des pays qui, comme l'Ouganda et la Thaïlande, sont parvenus, grâce à des efforts de prévention admirables, à réduire des taux déjà élevés d'infection.

Le présent document décrit l'expérience du Sénégal, un pays de l'Afrique occidentale qui a lutté avec énergie pour prévenir la propagation du VIH et qui est parvenu à garder l'un des taux d'infection les plus bas de l'Afrique subsaharienne. Il passe en revue la situation du Sénégal avant que le SIDA ne commence sa progression rapide à travers une grande partie de l'Afrique. Il examine comment le pays a réagi à la menace et analyse cette situation pour déterminer si elle a eu une incidence sur les comportements de la population et, en fin de compte, sur les taux d'infection à VIH dans le pays.

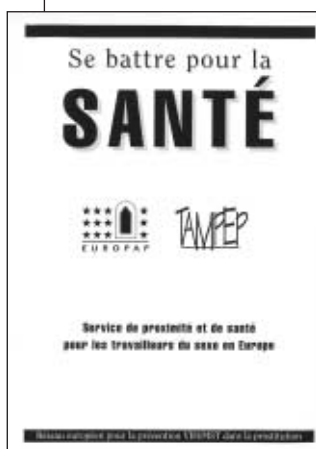
Disponible auprès de l'ONUSIDA, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse. Fax : (41 22) 791 41 65, mél. : unaid@unaid.org, Internet : <http://www.unaid.org>



Se battre pour la santé : service de proximité et de santé pour les travailleurs du sexe en Europe.

Cet ouvrage est la traduction d'un manuel européen à l'élaboration duquel les associations de lutte contre le VIH en milieu prostitutionnel ont participé. Il propose des outils pratiques et des conseils pour la mise en place de projets de proximité en Europe, qui pourront, les auteurs l'espèrent, être mis à profit par d'autres. L'ouvrage est fondé sur une acceptation et une tolérance du travail sexuel, qui accroissent, selon les auteurs, l'efficacité des services dans le domaine de la santé publique. Les interventions décrites ont pour objectif d'aider les travailleurs sexuels, qui sont considérés comme des membres de nos communautés et non pas comme une entité distincte dont notre société devrait se protéger. Parmi les chapitres : Mise en place d'un projet, par où commencer ? ; Types de services ; Travail de proximité, en quoi est-ce important ? ; Education par les pairs ; Autres stratégies d'action de santé ; Evaluation, contrôle et suivi. Le livrè est bien illustré, et, avec une mise en page agréable, est très facile à lire.

Disponible gratuitement sur demande. Commande à adresser à : Martine Schutz Samson, tél. : (33) 4 78 30 02 65, fax : (33) 4 78 30 97 45, mél : cabiria@wanadoo.fr



Prostitution et santé communautaire : essai critique sur la parité, sous la direction de Daniel Welzer-Land et Martine Schutz Samson. Cabiria Éditions, Lyon, 1999, 128 p., 60 FF

Cet ouvrage fait suite au colloque international sur la parité dans les projets de santé communautaire, organisé en janvier 1999 par deux associations travaillant dans le domaine de la prostitution avec une approche de santé communautaire. Le livre est riche en réflexion. Les auteurs s'interrogent de façon informée et documentée sur la définition de leur travail, sur les valeurs, théories, expériences et philosophies qui le sous-tendent. D'où viennent les termes tels santé communautaire, communauté, parité, exclusion, prostitué(e), et à quoi fait-on référence quand on les utilise? Un tel questionnement est rare. Cette mise en perspective permet de situer les interventions pour la prévention du SIDA dans l'histoire de différents mouvements sociaux, humanitaires et sanitaires.

Les auteurs montrent comment la santé communautaire est née de divers courants d'intervention, reprenant, par exemple, les liens avec les mouvements d'éducation populaire inspirés par Paulo Freire et d'autres dans les pays en voie de développement. Les avantages et limites du communautarisme par rapport à la tradition plus française d'universalisme sont discutés. Sont également discutées les questions: Comment peut-on mieux comprendre l'évolution de la prostitution en termes de rapports sociaux de sexe? La parité entre les «professionnels» du secteur sanitaire et social et de la recherche et les «professionnels» du sexe dans la définition et la pratique de l'intervention, qu'est-ce que cela change? Quel chemin ont fait les uns, les autres?

Les contributions proviennent des sources multidisciplinaires. A titre d'exemple, citons l'analyse de l'histoire de la politique publique française en matière de prostitution et de prévention du SIDA par une politologue, et d'autre part, la biographie d'une personne prostituée et présidente du conseil d'administration d'une association de prévention. Ces deux contributions révélatrices et complémentaires, nous rappellent encore une fois la vérité du postulat féministe «The personal is political». Une seule critique de l'ouvrage: le choix d'une police de caractères difficilement lisible! (Brenda Spencer, IUMSP, Lausanne)

Le Dragon Lune, Cabiria Éditions,

B.P. 1145, 69203 Lyon Cedex 01, France. Prix : , *mél* : cabiria@wanadoo.fr



Radio et lutte contre le SIDA : le moyen de faire une différence : guide pratique pour diffuseurs radiophoniques, personnels médicaux et bailleurs de fonds, par Gordon Adam et Nicola Harford. Genève, Media Action International et ONUSIDA, 1999. 135 pages.

Un guide pratique de la réalisation d'émissions radiophoniques susceptibles d'amener l'auditeur à réfléchir sur le SIDA et la séropositivité, ainsi que sur les moyens par lesquels il pourrait contribuer à enrayer ce fléau. Ce manuel intéressera également les responsables des ONG, les décideurs, et les experts en communications engagés dans la lutte contre le SIDA et dans l'éducation de santé. Radio et lutte contre le SIDA fait appel à une approche progressive dans la réalisation d'émissions sur le SIDA, passant par les étapes de

planification, de la recherche, de la conception, de la production et de l'évaluation. Il comporte une section sur l'utilisation des médias dans les campagnes de sensibilisation et offre des conseils sur la manière d'aborder les bailleurs de fonds pour obtenir de petites subventions. Il préconise une communication radiophonique avec la participation des auditeurs, ceux-ci étant invités à faire connaître leurs besoins au cours de la documentation d'une émission, puis à participer à la réalisation et ensuite à l'évaluation de cette émission.

Disponible gratuitement en s'adressant à : ONUSIDA, 20 avenue Appia, CH 1211 Genève, Suisse, Fax (41 22) 791 4165, m791 4165, *mél* : unaids@unaids.org, site *web* : <http://www.unaids.org>



Conférences

Sixième Congrès international sur le SIDA en Asie et dans le Pacifique (ICAAP), Melbourne, 5-10 octobre 2001 (thème : "Faire tomber les barrières")

La brochure d'inscription au sixième ICAAP est disponible en contactant l'adresse ci-dessous. Elle est également disponible sur le site *web* : <http://www.icaap.conf.au> et auprès du Projet

VIH/SIDA et MST de la CPS. Cette conférence se déroulera uniquement en anglais.

Correspondance générale :
ICAAP Conference Manager
ICMS Pty Ltd, 84 Queensbridge Street,
Southbank, VIC 3006, Australie
Tél. : (61) 3 9682 0244
Télécopieur : (61) 3 9682 0288
Mél : 6icaap@icms.com.au



Il paraît que le sida n'existe plus.



■ 95% des 40 millions
de personnes infectées
habitent un pays en voie
de développement

■ Elus et candidats
aux élections, contre
le sida et pour la santé
publique, que faites-vous ?

■ Je suis libre d'en parler.
Et de nous protéger.